

Deux ans après le « printemps arabe », point de situation

Les pires conjectures qui avaient pu être formulées au premier trimestre 2011¹ concernant les pays dits du « Printemps arabe » se sont réalisées un peu partout. Et tous ces « Printemps » ont débouché sur des situations instables et l'émergence de structures faibles. Même si je comprends que la notion « d'Hiver islamiste » succédant rapidement aux espoirs suscités par les « printemps arabes » est jugée politiquement incorrecte, voire inconvenante dans un certain nombre de milieux bien-pensants, on ne peut échapper à un constat d'état des lieux préoccupant au regard de la démocratie et des problèmes de sécurité collective.

En Tunisie et en Égypte, les partis politiques émanant de l'Association des Frères Musulmans exercent leur mainmise sur le pouvoir au terme de processus électoraux jugés démocratiques par la communauté internationale. Mais, conformément à leurs pratiques héritées de leurs « pères fondateurs », Hassan al-Banna et Sayyid Qotb, ils font exactement le contraire de ce qu'ils disent, imposant le monopole de leur emprise politique là où ils s'étaient engagés à respecter le pluralisme, organisant de façon plus ou moins formelle l'imposition de la *chari'a* au détriment des systèmes juridiques civils en vigueur. Ils se justifient de ces entorses à leurs engagements en invoquant la pression débordante de groupes « salafistes » extrémistes qu'on ne pourrait neutraliser qu'en leur faisant des concessions. L'argument est peu convaincant quand on observe que nombre de leaders de ces groupes salafistes sont issus de la Confrérie, ce qui laisse planer la suspicion quant à la spontanéité de ces surenchères entre tribuns populistes.

À Tunis comme au Caire, les Frères cogèrent la situation avec les armées qui restent - surtout en Égypte - les principaux opérateurs économiques du pays. C'est dans la répartition des tâches entre ces deux pôles que se décideront les évolutions locales. Habiles, grâce aux fonds des pétromonarques, à occuper de façon opportuniste les créneaux sanitaires et sociaux désertés par les pouvoirs dictatoriaux, les Frères le sont moins à gérer des États en difficulté et leur appétit de rente les conduit vers une opposition frontale avec la nomenklatura militaire. Face au désenchantement, voire à la rancœur que suscitent déjà leurs incapacités économiques et leurs dérives politiques, ils devront soit trouver un arrangement avec les responsables militaires sur le modèle turc ou pakistanais, soit s'exposer à un scénario de type algérien ou à la résurgence d'une révolution populaire. Dans tous les cas, c'est à des rééditions de situations dramatiques ouvrant la voie à l'expression des extrémismes et des violences de tous bords que l'on peut s'attendre.

En Libye comme au Yémen, la disparition brutale ou négociée des dictateurs a laissé place à des situations chaotiques et incontrôlées dont on mesure déjà les conséquences à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Des pouvoirs politiques en trompe-l'œil y dissimulent mal un contrôle effectif du terrain par des bandes armées aux appétits certains mais aux intérêts divergents qui se réclament toutes du wahhabisme et servent de base arrière au djihadisme.

Les royaumes arabes du Maroc et de Jordanie paraissent, aux yeux des opinions publiques occidentales, relativement épargnés par le désordre. Ils le doivent en partie à la dimension théologique de leurs monarques qui - l'histoire et la légende l'affirment - descendent en droite ligne du Prophète et bénéficient à ce titre d'une certaine légitimité religieuse. Ils le doivent surtout aux importantes concessions qu'ils ont été amenés à faire aux partis politiques islamistes auxquels ils ont bien été contraints de déléguer de vastes espaces de pouvoir avec des résultats aussi peu convaincants qu'en Égypte ou en Tunisie et qui peuvent rapidement évoluer vers la confusion.

¹ J'avais en particulier fait part de mes inquiétudes dans : « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », entretiens avec Jean Guisnel, Éditions La Découverte, Paris, 09/2011. Réédition augmentée en avril 2013.

Face à ces processus « aboutis », il reste des processus inaboutis ou en suspens qui ne manquent pas d'intérêt car ils sont à des titres divers révélateurs des contradictions locales mais aussi de nos propres contradictions que nous aurions peut être intérêt à méditer :

- L'Algérie, qui a connu son « printemps » en 1988-1992 sans sortir d'un régime militaro-affairiste parce que le courant islamiste issu des urnes y a d'emblée démontré son caractère violent et prédateur. Mais rien n'y est réglé et le régime n'y survit fragilement que par une alternance de répression violente et de concessions quotidiennes à l'islamisme politique.

- L'Émirat du Bahraïn, sorti sous forme démocratique de la colonisation britannique en 1970 mais qui a dû dissoudre son parlement élu et abolir sa constitution sous pression séoudienne en 1974, suscitant la révolte de sa majorité chiite contre son autocrate sunnite, une révolte aujourd'hui noyée dans la sang par l'armée séoudienne dans l'indifférence complice de l'Occident.

- Le Soudan, qui a connu son printemps en 1989 suite à la chute d'un autocrate jugé trop mou envers les communistes par l'Arabie et les Etats-Unis, repris en main par une dictature issue des Frères Musulmans qui ruine le pays depuis 30 ans, se livre à un génocide organisé au Darfour et dont la gestion rapace et violente a conduit à la sécession du tiers sud du territoire.

Et, il reste le cas dramatique de la Syrie dont l'issue demeure incertaine mais dans tous les cas tragique. Sur ce sujet particulier où le passionnel et le compassionnel l'emportent souvent sur l'analyse clinique, je crois devoir faire trois remarques préalables :

- 1 - Ce n'est pas parce qu'on se rebelle contre un autocrate qu'on est nécessairement un démocrate. De Lénine à Khomeyni en passant par Castro, les exemples abondent dans l'histoire contemporaine.

- 2 - Ce n'est pas parce qu'on s'interroge sur les objectifs et les méthodes d'une rébellion contre un dictateur qu'on est partisan du dictateur.

- 3 - Enfin, ce n'est pas parce qu'éventuellement on critique ces moyens et ces méthodes qu'on est un fasciste.

Je dis cela parce qu'un plumeur d'un grand hebdo national m'a récemment décrit comme l'un des chefs français de (je cite) « la légion brune de Bashar el-Assad ». Ce n'est pas que ce soit faux qui me gêne. J'ai l'habitude. Mais ce genre d'injure témoigne de l'ignorance pyramidale de leur rédacteur sur le sujet. Il y a de cela presque vingt ans, j'ai été le premier en France à essayer de prolonger les travaux de Michel Seurat sur ce qu'il appelait « l'Etat de barbarie ». Dans un très long article publié par la Documentation française, j'ai décrit en détail les méthodes et les mécanismes par lesquels Hafez el-Assad s'était approprié entre 1970 et 1990 l'ensemble de l'appareil d'Etat syrien au profit de sa famille et de sa communauté. Ce texte reste encore aujourd'hui - en France comme à l'étranger - l'une des premières références universitaires sur le sujet.

Je me rends régulièrement en Syrie depuis 45 ans et y ai résidé pendant plusieurs années. Mes activités m'ont amené à devoir fréquenter les responsables des services de sécurité civils et militaires syriens depuis la fin des années 70. Dans un rapport conflictuel d'abord. Dans un rapport de coopération ensuite. J'ai pu constater qu'ils ne font ni dans la dentelle ni dans la poésie et se comportent avec une absolue sauvagerie. Ce n'est pas qu'ils ont une conception différente des droits de l'homme de la nôtre. C'est qu'ils n'ont aucune conception des droits de l'homme....Leur histoire explique en grande partie cette lacune. D'abord, ils puisent leur manière d'être dans quatre siècles d'occupation par les Turcs ottomans, grands experts du pal, de l'écorchage vif et du découpage raffiné. Ensuite, ils ont été créés sous la houlette des troupes coloniales françaises pendant le mandat de 1920 à 1943, et, dès l'indépendance du pays, conseillés techniquement par d'anciens nazis réfugiés, de 1945 jusqu'au milieu des années 50, et ensuite par des experts du KGB jusqu'en 1990. Tout ceci n'a guère contribué à développer chez eux le sens de la douceur, de la tolérance et du respect humain.

Quant au régime syrien lui-même, il ne fait aucun doute dans mon esprit que c'est un régime autoritaire, brutal et fermé. Mais le régime syrien n'est pas la dictature d'un homme seul, ni même d'une famille, comme l'étaient les régimes tunisien, égyptien, libyen ou irakien. Tout comme son père, Bashar el-Assad n'est que la partie visible d'un iceberg communautaire complexe et son éventuel départ ne changerait strictement rien à la réalité des rapports de pouvoir et de force dans le pays. Il y a derrière lui 2 millions d'Alaouites encore plus résolus que lui à se battre pour leur survie.

Quand je suis allé pour la première fois en Syrie en 1966, le pays était encore politiquement dominé par sa majorité musulmane sunnite qui en détenait tous les leviers économiques et sociaux. Et les bourgeois sunnites achetaient encore – par contrat notarié – des jeunes gens et de jeunes filles de la communauté alaouite dont ils faisaient de véritables esclaves à vie, manouvriers agricoles ou du bâtiment pour les garçons, bonnes à tout faire pour les filles.

Les Alaouites sont une communauté sociale et religieuse persécutée depuis plus de mille ans. Issus au X^e siècle d'une lointaine scission du chiisme, ils pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de mazdéisme persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans de Ali, le gendre du prophète - quand ils veulent qu'on les prenne pour des musulmans et sous le nom de Nosaïris – du nom de Ibn Nosaïr, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent s'en distinguer. Et – de fait – ils sont aussi éloignés de l'Islam que peuvent l'être les chamanistes de Sibérie. Ce n'est qu'en 1972 qu'ils ont obtenu une fatwa de l'Imam chiite libanais Moussa Sadr leur reconnaissant une appartenance au chiisme.

Pour toutes les religions monothéistes révélées, il n'y a pas pire crime que l'apostasie. Les Alaouites sont considérés par l'Islam sunnite comme les pires des apostats et cela leur a valu au XIV^e siècle une fatwa du jurisconsulte salafiste Ibn Taymiyya, l'ancêtre du wahhabisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Cette fatwa n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, les wahhabites et les Frères Musulmans. Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont dû se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires.

Il leur a fallu attendre le milieu du XX^e siècle pour prendre leur revanche. Soumis aux occupation militaires étrangères depuis des siècles, les bourgeois sunnites de Syrie ont commis l'erreur classique des parvenus lors de l'indépendance de leur pays en 1943. Considérant que le métier des armes était peu rémunérateur et que l'institution militaire n'était qu'un médiocre instrument de promotion sociale, ils n'ont pas voulu y envoyer leurs fils. Résultat : ils ont laissé l'encadrement de l'armée de leur tout jeune pays aux pauvres, c'est à dire les minorités : chrétiens, ismaéliens, druzes, chiites et surtout alaouites. Et quand vous donnez le contrôle des armes aux pauvres et aux persécutés, vous prenez le risque à peu près certain qu'ils s'en servent pour voler les riches et se venger d'eux. C'est bien ce qui s'est produit en Syrie à partir des années 60. Dans les années 70, Hafez el-Assad chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – chrétiens et druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Ils s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays.

Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, son successeur se retrouve comme les Juifs en Israël, le dos à la mer avec le seul choix de vaincre ou mourir. Les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses de Syrie, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

Et il est absolument faux de dire - comme le colportent les bien pensants parisiens - que c'est le régime syrien lui-même qui a transformé une légitime contestation populaire en guerre civile communautaire. La guerre civile, le pays est dedans depuis 1980 quand un commando de Frères musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée de terre d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers et a massacré 80 cadets alaouites au couteau en application de la fatwa d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 20000 morts. Mais les violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis même si le régime a tout fait pour les dissimuler. Alors, proposer aux Alaouites et aux autres minorités non arabes ou non sunnites de Syrie d'accepter des réformes qui amèneraient les islamistes au pouvoir revient très exactement à proposer aux Afro-américains de revenir au statu quo antérieur à la guerre de sécession.

Peu habitué à la communication, le régime syrien en a laissé le monopole à l'opposition. Mais pas à n'importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d'authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde et qui s'accommodent mal de l'autoritarisme du régime. Mais ceux-là, trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n'ont pas la parole et sont considérés comme inaudibles par nos élites car ils appellent à une transition négociée avec un Président dont l'Occident veut voir la tête au bout d'une pique.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, vous n'aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Osdh. Observatoire des droits de l'homme - c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Haytham el-Maleh condamné dans les années 80 à 8 ans de prison pour activisme islamiste violent et aujourd'hui réfugié au Caire. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Coventry près de Londres sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et maintenant qataris. Je ne prétends nullement que les informations émanant de l'OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second « chouchou » de nos médias et de nos politiques, le Conseil National Syrien, devenu aujourd'hui Coalition nationale syrienne. Il a été créé en 2011 sur le modèle du CNT libyen à Istanbul et à l'initiative non de l'Etat turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9è au 13è siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7è et 8è siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime.

Cela dit, la place prédominante faite aux Frères Musulmans au sein du CNS, puis de la coalition nationale par l'AKP turc, le Qatar et l'Arabie a fini par exaspérer à peu près tout le monde au sein de la rébellion. Depuis plus d'un an maintenant, la coalition change de chef à peu près tous les trois mois sans jamais parvenir à un accord sur sa composition, sa stratégie, ses objectifs et sa représentativité. Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les Etats islamistes appuyés par les néo-conservateurs américains entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe.

Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui vont rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'Etat – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères. Plus le temps passe, plus les choses empireront sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a deux ans en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et la Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont supposément nos amies et nos alliées, nous aurions pu au moins leur demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu. Il n'en a rien été. Aux minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des Etats théocratiques soutenant le salafisme politique. Et pour couronner le tout, notre pays s'est même proposé d'intervenir militairement aux côtés des rebelles et - plus récemment - de leur fournir des armes. Annoncée le 14 mars 2013, la spectaculaire initiative du Président français consistant à proclamer sa volonté d'armer les rebelles syriens en marge, voire à l'encontre de toute forme de consensus international était troublante. Le retrait annoncé de cette initiative à l'occasion d'une conférence de presse quinze jours plus tard ne l'était pas moins.

Dès lors qu'un Etat entreprend d'apporter hors de tout cadre juridique une aide militaire à des étrangers désireux de renverser leur gouvernement, si contestable soi-il, on entre clairement dans le domaine de l'ingérence et de l'illégalité internationale. Si on excepte son éviction d'une Ligue Arabe actuellement dominée par les pétromonarchies wahhabites qui ont juré sa perte, l'Etat syrien n'a été à ce jour l'objet d'aucune mesure de bannissement ou d'exclusion des instances et organisations internationales. La France ne dispose donc d'aucun mandat des Nations Unies ni d'aucune légitimité juridique pour contribuer à renverser le régime syrien et son actuel Président quelles que soient ses erreurs et ses fautes que personne ne songe à nier. Au demeurant, en autorisant l'exportation d'armes aux insurgés syriens, le gouvernement français contredirait en la matière la politique de l'Union européenne qu'il a pourtant très largement contribué à mettre sur pied. Le « Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements » définit des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires. La situation actuelle en Syrie constitue un de ces cas d'école où l'Union s'interdit formellement d'aggraver un conflit civil par fourniture de moyens. Outre l'illégalité flagrante d'une initiative plus proche de la politique de la canonnière que du droit d'ingérence humanitaire, se pose le problème de son utilité et de son efficacité.

Depuis deux ans déjà, la France, par le biais de ses services spéciaux, – comme les Britanniques, les Américains et les Turcs – fournit entraînement ainsi qu'assistance logistique et technique aux opposants syriens ouvertement approvisionnés en armes de tous calibres par les monarchies du Golfe. Sauf à pourvoir l'opposition en armes sophistiquées ou de gros calibre, on ne voit guère ce que des fournitures « officielles » pourraient changer à la situation. Car tous ces soutiens n'ont pas conduit à la constitution d'une opposition structurée, crédible et porteuse de valeurs que la France a pour coutume de promouvoir. Deux ans après le déclenchement de la révolte en Syrie, la rébellion syrienne, demeure hétéroclite et fragmentée. Elle comprend grossièrement quatre composantes : une opposition démocratique intérieure qui a clairement fait le choix d'une transition négociée mais qui, de ce fait, est ignorée par les pays occidentaux ; une opposition politique extérieure centrée sur les Frères Musulmans, dont les chefs, devenus enjeux de rivalités entre le Qatar, l'Arabie et le parti islamiste turc, changent dramatiquement tous les trois mois ; une opposition armée nationale (ASL) très composite, divisée et incontrôlable qui compte aujourd'hui pas moins de huit factions concurrentes dont aucune ne reconnaît l'autorité des

politiques ; une opposition combattante salafiste , la plus active et la plus violente mais pas moins divisée, soutenue par les pays du Golfe, dont le Qatar et l'Arabie saoudite, composée en majorité de volontaires étrangers sans aucun lien avec les politiques.

Lors de l'énoncé de son intention de faire lever l'embargo sur les livraisons d'armes ou, au besoin, de s'en affranchir, le Président français a laissé entendre de façon un peu péremptoire que les services de la République sauraient parfaitement à laquelle de ces multiples composantes de l'opposition syrienne il serait opportun de fournir une aide militaire pour parvenir à la chute du régime et à l'établissement des libertés démocratiques. Deux semaines plus tard, il renonçait à son projet de fournitures en arguant ne pas disposer de garanties suffisantes sur la destination finale de ces armes. Il semble tout de même peu probable qu'au terme de deux années de suivi des affrontements en Syrie, les services diplomatiques et de renseignements français aient substantiellement modifié en l'espace de quinze jours leur évaluation des objectifs et des rapports de force des acteurs de terrain. Quelles que soient les raisons de ces louvoiements, ils ne contribuent ni à calmer le jeu ni à en faciliter la compréhension par nos concitoyens.

Mais, revenons à l'Egypte et à la Tunisie qui constituent les modèles les plus « aboutis » des printemps arabes.

Comme tous les mouvements fascistes, les Frères ont des stratégies immuables. Après avoir proclamé pendant les événements de la place Tahrir en 2011 qu'ils n'aspiraient nullement au pouvoir et se contenteraient de poursuivre leur mission « humanitaire et sociale », ils ont patiemment attendu que les forces démocratiques toutes neuves écloses de la révolte se dispersent en querelles byzantines pour venir se poser en rassembleurs et en sauveurs. Ils n'ont rassemblé que des majorités très relatives mais le parti nazi, qui leur a longtemps servi de modèle, n'avait pas fait différemment en 1933. Et, suivant le même schéma, ils ont changé de ton à peine parvenus aux commandes en revendiquant la totalité des pouvoirs, la Présidence de la République, la majorité parlementaire, la promulgation d'une constitution largement inspirée de la chari'a, la subordination du pouvoir judiciaire à l'exécutif dans le but de se tailler un État sur mesure. Rien là qui doive surprendre. C'est ce qu'ils font à chaque fois que le pouvoir passe à leur portée. Cependant, et c'est souvent le cas quand ils y parviennent, leur hâte à gouverner sans partage les a conduits à un certain nombre de maladresses. Pour essayer de se soustraire à la nécessité de partager la rente et le pouvoir avec l'institution militaire, ils ont laissé quelques groupes djihadistes s'agiter le long de la frontière avec Israël. Il en est résulté des incidents qui ont permis de limoger les plus hauts cadres du ministère de la défense et de l'état major pour les remplacer par des officiers généraux acquis à la Confrérie comme Hassan Tourabi l'avait fait au Soudan en 1990 et comme l'AKP est en train de le faire un peu plus subtilement en Turquie. Si cette manœuvre a permis de s'assurer la docilité du haut commandement, elle ne change cependant rien au fond du problème. Quelle que soit sa subordination aux Frères, l'armée reste par son rôle économique majeur, la principale institution redistributrice de richesses dans le pays. Toucher à sa position économique et à ses rentes ne ferait qu'aggraver un climat social déjà très tendu.

Les Frères présentent malheureusement les défauts de tous les partis grossièrement populistes. Ils sont habiles à jouer sur des registres démagogiques en occupant avec l'argent des autres quelques créneaux sociaux et sanitaires désertés par les pouvoirs autoritaires. Ils le sont beaucoup moins à gérer des économies en crise et d'autant plus fragilisées que leur extrémisme politique inquiète les investisseurs extérieurs. Et la situation est d'autant plus préoccupante que leur victoire politique rend moins attractif leur financement par les pétromonarchies wahhabites vis-à-vis desquels Mohammed Morsi s'est montré de plus très maladroit. Soucieux de ne pas apparaître comme leur étant redevable, il a réservé l'une de ses premières visites d'État à l'Iran. Comme tous les salafistes, il n'a que haine et mépris pour le chiisme. Mais ce voyage à Téhéran était un message clair adressé aux Saoudiens et aux Qataris pour leur indiquer qu'ils ne devaient pas croire que leurs largesses pour la Confrérie pourraient leur valoir une quelconque gratitude ou subordination des Frères. Tout cela n'est pas fait pour arranger les choses et le pouvoir

islamiste égyptien sorti est déjà à bout de souffle, concentrant sur lui une exaspération populaire à la mesure des illusions qu'il avait fait naître.

La situation en Tunisie présente de nombreuses analogies avec celle prévalant en Égypte. Le parti En-Nahda, expression locale de la Confrérie, y fait preuve, avec encore plus d'habileté, d'autant de duplicité que ses homologues égyptiens. Après avoir officiellement et publiquement renoncé à inclure la chari'a dans la constitution, les Frères tunisiens ont organisé dans les provinces et les villes de moyenne importance, loin de l'attention des médias occidentaux, des comités de vigilance religieux pour faire appliquer des règlements totalement inspirés de la chari'a. Ce mouvement gagne progressivement les villes de plus grande importance et même la capitale où se multiplient les mesures d'interdiction en tous genres, la censure des spectacles, des divertissements, la mise sous le boisseau des libertés fondamentales et, bien sûr, des droits des femmes. Mais tout autant que leurs correspondants égyptiens, les Frères musulmans tunisiens se sont montrés incapables de répondre aux espoirs que leurs actions caritatives avaient suscités quand ils étaient dans l'opposition. Et tout aussi incapables de gérer une économie fragilisée par la crise internationale et par les inquiétudes que leur idéologie réactionnaire provoque.

L'évolution de la situation pourrait cependant - en tout cas je l'espère - être différente de celle qu'on peut redouter en Égypte. Il existe en effet en Tunisie une importante classe moyenne acquise à la modernité et qui constitue l'ossature de ce que nous appelons une véritable « société civile » - très embryonnaire en Égypte - faite d'associations à vocations diverses, de groupements de presse et d'artistes, de partis politiques démocratiques certes dispersés mais expérimentés et structurés et surtout de puissants syndicats qui ont toujours joué un rôle important dans les inflexions de la vie publique tunisienne. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'au moment où les islamistes sont en difficulté, c'est l'un des politiciens charismatiques proche des milieux syndicaux, Choukri Belaïd, qui est assassiné par des « éléments incontrôlés » et bien sûr non identifiés, dans la plus pure tradition terroriste des salafistes perdant pied.

Les partis et associations issus de cette société civile ont été durement pénalisés dans les restructurations politiques qui ont suivi la chute de Ben Ali parce qu'ils ne disposaient que de moyens financiers limités tandis que le parti islamiste En-Nahda bénéficiait au vu et au su de tous de généreux financements qataris et sans doute saoudiens. Mais le parti islamiste est, là comme en Égypte, au pied du mur et il lui sera certainement moins facile qu'en Égypte de s'en sortir par une manipulation experte de la violence politique même si l'exemple de Belaïd peut susciter des inquiétudes sérieuses.

Dans leur grande majorité, les Tunisiens sont peu enclins à la violence. Ils lui préfèrent de beaucoup l'ironie, la dérision et l'insolence d'ailleurs souvent plus subversives que la confrontation armée. Ils ne manqueront pas de s'en servir au profit de structures ouvertes et pluralistes auxquelles beaucoup adhèrent et qui sont tout à fait capables - après des débuts peut-être incertains et brouillons - d'assurer une gouvernance tolérante, ouverte et pluraliste du pays. Encore faudrait-il pour cela que les islamistes cessent de bénéficier de ces soutiens extérieurs wahhabites sur lesquels la communauté internationale s'obstine à fermer pudiquement les yeux.

Face à toutes ces contradictions, les théoriciens de la « bien-pensance » ont commencé par affirmer qu'il ne fallait pas s'inquiéter de ces crises et de ces dérives. Ils veulent y voir une situation banale qui s'inscrit dans la marche normale de sociétés à la recherche d'une identité politique nouvelle. Cette attitude témoigne d'une incroyable arrogance et de l'ignorance de ceux qui, en 1974, voyaient dans les Khmers rouges une bande de galopins indisciplinés mais bien sympathiques.

Oui, il faut s'inquiéter de ces crises. Et, non, ces dérives ne s'inscrivent pas dans la « marche normale » des Nations vers la liberté et la démocratie. De 1945 aux années 60, tous les pays arabes et musulmans accédant à l'indépendance, de l'Indonésie au Maroc et à l'exception notable de l'Arabie, se sont dotés de régimes démocratiques sous forme de républiques parlementaires ou de monarchies constitutionnelles qui fonctionnaient de façon plutôt débonnaire, voire aimablement anarchique, mais qui ont amplement prouvé que la démocratie

n'était nullement étrangère à ces sociétés. L'Islam est en tous points compatible avec la démocratie. Ce sont les disciples de Ibn Taymiyya et du wahhabisme qui ne le sont pas. Les Arabes et les musulmans sont comme tout le monde, ils préfèrent la démocratie et la liberté à la dictature et à l'oppression. S'ils se trouvent condamnés depuis bientôt un demi-siècle à devoir subir des autocrates prédateurs ou des réactionnaires islamistes qui ne le sont pas moins, c'est parce que l'Occident porte une lourde responsabilité dans cette situation de déni de droit.

Autant que je sache, c'est dans le cadre de la confrontation est/ouest que l'Occident et l'URSS ont favorisé, voire organisé chacun à son profit, l'accession au pouvoir des dictatures militaires auxquelles ont été fournies ensuite des quantités astronomiques d'armements sans commune mesure avec leurs problèmes de défense et qui ne servaient qu'à asservir leurs peuples. C'est toujours suivant la même logique que l'Occident unanime a fermé les yeux sur la persécution généralisée des forces politiques à tendance libérale, démocratique ou sociale qui auraient pu ouvrir la porte à des « complaisances » envers le bloc de l'est. Et c'est dans ce même cadre que les États-Unis et leurs alliés des théocraties pétrolières ont favorisé un peu partout, en Indonésie, au Pakistan, au Soudan, en Somalie, en Afghanistan, la montée en puissance de forces politiques intégristes sunnites supposées garantes d'un ferme anticommunisme contre l'URSS à une époque et de l'isolement de l'Iran chiite aujourd'hui.

Il existe dans tous les pays dits du « Printemps arabe » d'authentiques démocrates susceptibles de répondre aux légitimes aspirations des peuples concernés à la liberté et à la dignité. Opprimés hier par les dictateurs, ils sont marginalisés aujourd'hui par les réactionnaires intégristes en raison des trop nombreuses ingérences extérieures dans la vie de ces pays. On est en train de refaire par bêtise ou par calcul, la même erreur avec les révoltes arabes qu'avec le terrorisme islamique : considérer que c'est une divine surprise, un phénomène irrationnel, généralisé, qu'il faut traiter partout où il se présente de la même façon. Et de préférence en composant avec les plus conservateurs des contestataires parce que l'Occident pense qu'ils sont les meilleurs garants de l'ordre établi et la meilleure protection de nos alliés pétromonarques.

Les ratés des évolutions démocratiques, l'omniprésence des réactionnaires populistes parés des oripeaux de l'Islam ne relèvent pas de la fatalité ou d'une transition inéluctable. Les causes de ces ratés sont dans les richissimes théocraties wahhabites d'Arabie et du Qatar qui inspirent la violence, qui entretiennent ses réseaux, qui financent les forces politiques salafistes, qui font barrage partout où elles le peuvent contre les libertés et la démocratie en terre d'Islam, qui décrètent l'anathème contre quiconque leur fait de l'ombre. Elles sont dans le mariage contre nature contracté pour soixante ans en 1945 sur le cuirassé Quincy et renouvelé jusqu'en 2065 entre la première démocratie du monde occidental et la monarchie la plus réactionnaire du monde musulman. Elles sont dans les pactes tacites qui lient les Européens à leurs fournisseurs et clients du Golfe. Tant qu'on n'aura pas résolu cette contradiction fondamentale, il sera vain de rêver de « printemps » des peuples musulmans et d'espérer naïvement que nous resterons à l'abri de la barbarie salafiste.